

VOYAGE AU NOM DE LA MÉMOIRE



Le dôme de verre du Bundestag à Berlin



Camp de concentration de Sachsenhausen : à l'arrière-plan, l'obélisque du Mémorial national de Sachsenhausen

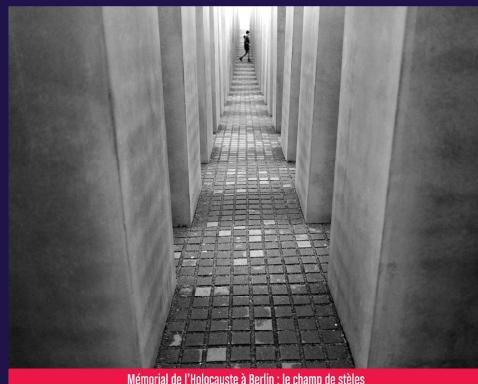


Vestiges du Mur de Berlin, East Side Gallery

En 2015, soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Département de l'Aude a choisi Berlin comme destination du 18^e Voyage au nom de la Mémoire.

POURQUOI BERLIN ?

Berlin est un lieu hautement symbolique. Capitale du Troisième Reich, la ville fut le point de cristallisation de la Guerre froide avant de devenir le cadre de la réunification de l'Allemagne et de l'Europe.



Mémorial de l'Holocauste à Berlin : le champ de stèles

► VISIONNER EN LIGNE LA VIDÉO DU VOYAGE SUR WWW.WEBAUDETVCOM

RÉALISATION | Direction des Archives départementales de l'Aude

CONCEPTION GRAPHIQUE | Direction de la communication du Département de l'Aude | Amélie Dupont

IMPRESSION | T2P numérique

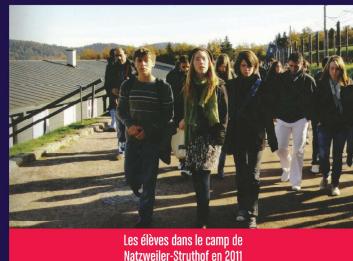
CRÉDITS PHOTOS | Yannis Bautrait | Archives départementales de l'Aude sauf indications spécifiques

CONTRE L'OUBLI... UN DEVOIR DE MÉMOIRE

Le Département de l'Aude a toujours eu à cœur de développer chez les jeunes la conscience citoyenne. Plus que jamais aujourd'hui, il est légitime et nécessaire de faire appel à l'Histoire et de satisfaire au devoir de mémoire pour ouvrir la jeunesse sur le monde, lui apprendre le respect de la diversité et lui faire partager les valeurs républicaines et démocratiques qui fondent notre culture humaniste.

Créé en 1998, à l'initiative de Marcel Rainaud, président du Conseil général de l'Aude, le « Voyage au nom de la Mémoire » est destiné à faire connaître aux jeunes de 14 à 18 ans, lauréats audiois du Concours National de la Résistance et de la Déportation, les réalités de la Seconde Guerre mondiale, en leur faisant découvrir des lieux de mémoire liés à ce conflit : camps de concentration et centres de mise à mort (camps d'extermination), villages martyrs, musées et mémoriaux de la Résistance et de la Déportation. Des rencontres avec des anciens combattants, des résistants sont organisées ; des commémorations et des moments de recueillement sont prévus.

Depuis la mise en œuvre de ce voyage, les jeunes Audiois ont eu l'occasion de visiter des sites emblématiques du second conflit mondial, notamment Oradour-sur-Glane, le plateau des Glières, le Mont-Valérien, le camp de concentration du Struthof en Alsace, la Maison des enfants d'Izieu, le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon. Trois voyages ont été organisés à l'étranger : en 2001 en Allemagne, au camp de concentration de Dachau ; en 2012 en Italie, au camp de concentration de Fossoli ; en 2013 en Belgique, au Fort de Breendonk.



Les élèves dans le camp de Natzweiler-Struthof en 2011



Commémoration au fort de Breendonk, en Belgique en 2013



Recueillement devant le Mur des noms, au Mémorial de la Shoah, à Paris en 2014

Roger Fichtenberg, ancien résistant juif, au Mémorial de la Shoah, à Paris en 2014

1933, L'ARRIVÉE AU POUVOIR D'HITLER

S'il est un symbole de la prise du pouvoir par Hitler, c'est assurément l'incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933.



La façade néoclassique du Bundestag - 2015

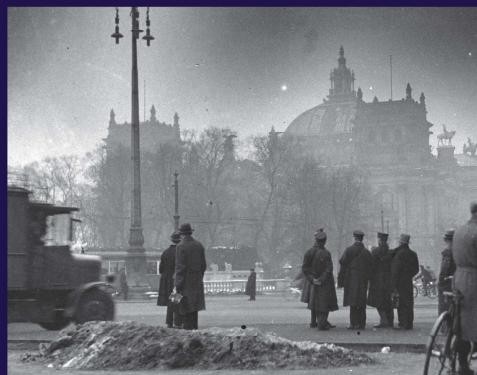


Devise inscrite en 1916 au fronton du bâtiment : « Au peuple allemand ». 2015

Le palais du Reichstag est construit entre 1884 et 1894 pour accueillir l'assemblée parlementaire de l'Empire allemand. Le 9 novembre 1918, c'est de là qu'est proclamée la République de Weimar, née de la défaite allemande.

Au lendemain de la crise économique de 1929, les partis traditionnels déclinent au profit du Parti ouvrier allemand national-socialiste, le NSDAP, qui exploite le sentiment d'insécurité, la paupérisation et la rancœur de la défaite imputée aux Juifs. Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler, dirigeant du NSDAP (ou parti nazi), est nommé chancelier par le président du Reich. La démocratie parlementaire de Weimar est morte.

Dans la nuit du 27 au 28 février 1933, un terrible incendie ravage le Reichstag. L'événement est aussitôt exploité par Hitler. Les communistes sont mis en accusation dans un simulacre d'enquête, ce qui permet de justifier une grande campagne de répression à l'encontre des opposants politiques au parti nazi. Plus de 4000 militants et intellectuels (principalement communistes) sont arrêtés et internés dans les premiers camps de concentration (dont Sachsenhausen et Dachau).



Le Reichstag en feu, 27-28 février 1933 © Bundesarchiv, Bild 146-1977-148-19A



Adolf Hitler, vers 1933-1938 © Bundesarchiv, Bild 146-1990-048-29A

L'ORGANISATION D'UN SYSTÈME POLICIER RÉPRESSIF

Le régime nazi repose sur la mise en place d'un système policier répressif particulièrement efficace et structuré, faisant régner la terreur en Allemagne puis dans les pays occupés.

LA SCHUTZSTAFFEL (SS)

Fondée en avril 1925 pour assurer la garde rapprochée d'Hitler, la *Schutzstaffel* (SS) est le bras armé du parti nazi avant que celui-ci n'arrive au pouvoir. En janvier 1929, Hitler confie la direction de la SS à Heinrich Himmler. D'abord subordonnée à la *Sturmabteilung* (Section d'assaut ou SA) créée en 1921 par Hitler pour semer la terreur chez ses opposants politiques, la SS reste seule à assurer les services de sécurité du parti nazi après la « Nuit des longs couteaux » (29-30 juin 1934), au cours de laquelle les principaux chefs de la SA devenus encombrants sont assassinés.

Les principales sections de la SS sont :

- l'*Allgemeine SS* (SS « générale »),
- les *SS-Totenkopfverbände* (« Formations à tête de mort ») chargés de la surveillance des camps de concentration,
- la *Waffen SS*, unités militaires coupables de nombreux crimes de guerre,
- le *Sicherheitsdienst* (SD), corvico de renseignement de la SS.



LA GESTAPO

La Gestapo ou Police secrète d'État est la police politique du Troisième Reich. Instituée d'abord en Prusse en 1933 par Hermann Goering, elle est placée en 1934 sous la responsabilité d'Heinrich Himmler qui, deux ans plus tard, se voit confier la direction de toutes les polices allemandes.

À partir de 1939, la Gestapo étend son action aux territoires occupés, se signalant par la traque et l'arrestation des Juifs d'Europe.



LE RÈGNE DE LA TERREUR

Le 27 septembre 1939, l'ensemble des services du maintien de l'ordre, en Allemagne comme dans les pays annexés, est entièrement réorganisé pour plus d'efficacité. C'est alors qu'est créé l'Office central de la sécurité du Reich (RSHA).



LE REICHSSICHERHEITSHAUPTAMT (RSHA)

Dirigé par Heydrich jusqu'à sa mort en juin 1942 puis par Kaltenbrunner de 1943 à la fin de la guerre, le RSHA regroupe tous les anciens services de police et de sécurité et dispose de pouvoirs exorbitants. Il est organisé en 7 divisions dont le SD-Inland (service des renseignements intérieurs), la Gestapo, la Kriminalpolizei ou Kripo (police criminelle) et le SD-Ausland (service d'espionnage à l'étranger).



TOPOGRAPHIE DE LA TERREUR

Construit sur l'emplacement du palais Prinz-Albrecht, qui abrita les services de la police allemande, un musée-mémorial, inauguré en 2010, retrace l'histoire de l'appareil répressif du régime nazi. Il est l'œuvre de l'architecte allemande Ursula Wilms : c'est un édifice de verre recouvert d'une façade en lamelles métalliques d'une grande austérité.

LE CAMP DE CONCENTRATION DE SACHSENHAUSEN

Dès leur arrivée au pouvoir en mars 1933, les nazis pourchassent les opposants au régime et les internent dans des camps de concentration spécialement édifiés à cet effet. Un premier camp fonctionne de mars 1933 à juillet 1934 à Oranienburg, à trente kilomètres au nord de Berlin.

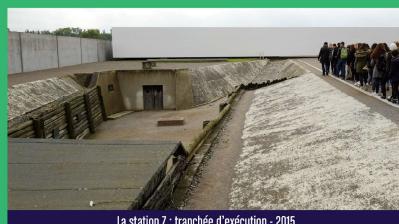


L'entrée du camp de Sachsenhausen - 2015

Édifié en 1936 non loin du site d'Oranienburg, Sachsenhausen est conçu pour être un camp « modèle ». Son plan triangulaire et l'agencement des baraqués en arc de cercle face à la tour d'entrée témoignent du souci d'efficacité de ses concepteurs. Sa proximité avec la capitale du Reich en fait le lieu idéal pour y installer l'inspection des camps de concentration qui administre la totalité du système concentrationnaire. Un vaste complexe affecté à la 2^e SS jouxte le camp et comprend un centre de formation où sont élaborées et enseignées les méthodes de répression. C'est aussi un centre de stockage des effets (vêtements, bijoux, or..) récupérés sur les déportés.



Vue de l'intérieur du camp de Sachsenhausen - 2015



La station Z : tranchée d'exécution - 2015

Les exécutions sommaires sont fréquentes (en novembre 1941, assassinat de plus de 12 000 prisonniers de guerre soviétiques dans des « camions à gaz »). En janvier 1942, le camp se dote d'un équipement de mise à mort : la Station Z qui comprend une tranchée d'exécution et deux fours crématoires auxquels s'ajoute en mars 1943 une chambre à gaz.



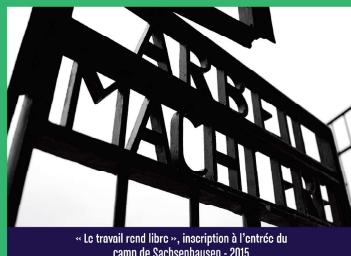
La station Z : vestiges des fours crématoires - 2015

Le 1^{er} février 1945, devant l'avancée de l'Armée rouge, le commandant entreprend l'évacuation du camp qui comprend alors 80 000 détenus. Les plus faibles, au nombre de 5 000, sont fusillés ou gazés. En avril, les 30 000 déportés survivants sont contraints de marcher en direction de la Baltique : la moitié d'entre eux ne survit pas à ces « marches de la mort ».

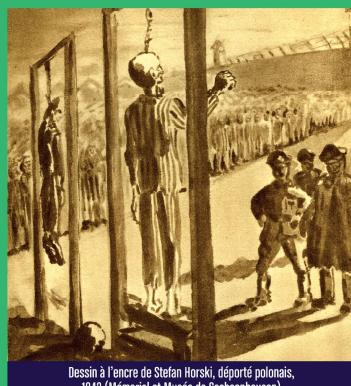
DÉTENTION ET TRAVAIL À SACHSENHAUSEN

Les conditions de vie sont d'une grande barbarie : manque de nourriture, d'hygiène et de soins ; conditions climatiques extrêmes ; mauvais traitements et brimades.

Dès l'entrée au camp, les détenus réalisent qu'ils ne sont plus que des matricules, condamnés au travail forcé et à une mort quasi inéluctable. Les journées sont harassantes : réveil avant l'aube, longues séances d'appel, départ pour les commandos de travail parfois situés à plusieurs heures de marche, rations alimentaires plus qu'insuffisantes, brutalité physique et mentale des gardiens, retours dans les baraques surpeuplées et insalubres (jusqu'à 800 personnes pour une capacité initiale de 120) après une nouvelle séance d'appel...



« Le travail rend libre », inscription à l'entrée du camp de Sachsenhausen - 2015



Dessin à l'encre de Stefan Horski, déporté polonais, 1942 (Mémorial et Musée de Sachsenhausen)



Les jeunes Audois à l'intérieur d'une baraque de détenus reconstituée avec les matériaux d'origine - 2015



Kommando de déportés construisant le bassin du port fluvial, photographie de propagande SS, 1939 (Mémorial et Musée de Sachsenhausen)

Les détenus sont affectés dans les différentes entreprises industrielles localisées dans la région : usine automobile KWA, menuiserie Daw, briqueterie Klinker, chantier de récupération de matériaux, usine d'aéroplane Heinkel, ateliers de fabrication d'armes cachés dans la forêt voisine, etc.

Souffrances, maladies et mort sont la réalité quotidienne des détenus. Les bourreaux ont mis en place un système gradué et sophistiqué de châtiments corporels, des bastonnades aux exécutions sommaires sur la place publique. Les SS font régner la terreur. « L'infirmerie » est un lieu où les médecins se livrent à des expérimentations médicales : essai de balles empoisonnées explosives, prélèvements d'organes...

FAIRE ACTE DE MÉMOIRE À SACHSENHAUSEN

Le temps fort de ce 18^e Voyage au nom de la Mémoire fut la découverte du camp de concentration de Sachsenhausen, un lieu qui a profondément marqué élèves comme accompagnants.



La Tour des Nations - 2015

Le Mémorial national de Sachsenhausen voit le jour en 1961. À la demande des anciens déportés inquiets de la destruction d'un grand nombre de bâtiments, le gouvernement de RDA fait ériger la « Tour des Nations », évoquant par 18 triangles rouges les différentes nationalités des internés. Depuis la réhabilitation du site en 1993, le Mémorial-Musée de Sachsenhausen est un des lieux de mémoire les plus visités d'Allemagne.

La cérémonie qui suivit la visite fut empreinte de gravité et d'émotion. Günter Morsch, directeur du Mémorial, remit solennellement à la délégation audoise un peu de terre du camp qui, le 3 février 2016, fut déposée au pied du Monument de la Résistance audoise à Carcassonne, rappelant à tous le sacrifice de ceux qui sont tombés, victimes du nazisme.



André Lajou, ancien résistant audois, à la tribune lors de la cérémonie de commémoration - 2015



Remise de la terre par Günter Morsch, directeur du Mémorial-Musée de Sachsenhausen, à André Viola, président du Conseil départemental de l'Aude - 2015



Dépot de gerbes - 2015



La Résistance allemande est un aspect méconnu de l'histoire de ce pays. Pourtant, tous les Allemands ne partageaient pas les convictions des dirigeants nazis et manifestèrent leur opposition au régime dès 1933. Ils furent minoritaires, victimes très tôt de l'appareil répressif nazi.

Les mouvements de résistance sont multiples, à l'image de la diversité des courants politiques et religieux qui animent la société allemande.

Le parti social-démocrate et le parti communiste sont parmi les premiers opposants à la montée du nazisme. Après l'incendie du Reichstag, leurs membres sont poursuivis et internés. Les dirigeants de ces partis, en exil, tentent de mettre sur pied des organisations clandestines (diffusion de tracts, réseaux d'évasion). Un des groupes communistes les plus connus est sans aucun doute l'Orchestre rouge, qui joua un rôle majeur par son activité de renseignement.

Les Églises protestante (sous l'égide du pasteur Niemöller) et catholique prennent également part à la résistance. La « Rose Blanche », groupe d'étudiants chrétiens bavarois, fondé au printemps 1942 par Hans Scholl et Alexander Schmorell, cherche à éveiller les consciences par des tracts. Le 18 février 1943, Hans Scholl et sa soeur Sophie sont surpris alors qu'ils lancent des tracts dans la cour de l'université de Munich : ils sont arrêtés et guillotinés quatre jours plus tard. Les Juifs, exclus de la vie économique du pays par les mesures raciales, s'entraident au sein de mouvements caritatifs.



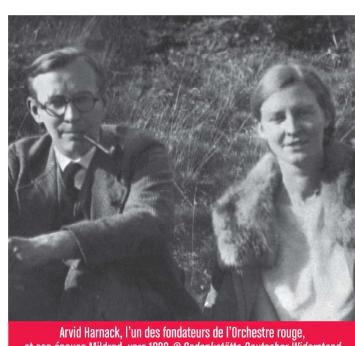
Visite du Mémorial de la Résistance allemande à Berlin - 2015



Hans Scholl @ Collection privée - reproduction Gedenkstätte Deutscher Widerstand



Sophie Scholl @ Collection privée, reproduction Gedenkstätte Deutscher Widerstand

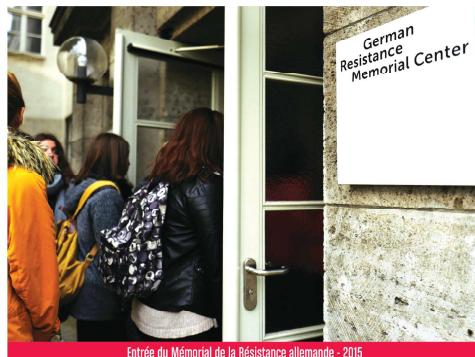


Arvid Harnack, l'un des fondateurs de l'Orchestre rouge, et son épouse Mildred, vers 1930 @ Gedenkstätte Deutscher Widerstand



Sixième tract de la « Rose blanche » largué par la Royal Air Force au cours de l'été 1943 sous le titre « Un tract allemand... manifeste des étudiants munichois » @ Gedenkstätte Deutscher Widerstand

Le Mémorial de la Résistance allemande est installé dans le Bendlerblock, siège du haut commandement de l'armée de terre sous le Troisième Reich. C'est en ce lieu que fut préparé l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler.



Entrée du Mémorial de la Résistance allemande - 2015

Entre 1933 et 1945, on dénombre une quarantaine d'attentats contre la personne d'Hitler. Tous ont échoué et furent réprimés dans le sang. Ainsi le 8 novembre 1939, le menuisier Johann Georg Elser place une bombe à Munich, dans la brasserie où Hitler célèbre chaque année sa tentative de putsch de 1923. Mais le Führer part avant l'explosion.

Quelques officiers et soldats du Reich entrent en résistance, faisant du renseignement au profit des Alliés ou préparant l'assassinat d'Hitler.

Le colonel Claus von Stauffenberg tente de fédérer les mouvements de résistance en vue d'un coup d'Etat. Il décide de tuer lui-même Hitler, dans son quartier général, en Prusse orientale, le 20 juillet 1944. C'est l'opération « Walkyrie » qui avorte : Hitler est sain et sauf et les conspirateurs sont arrêtés et fusillés.

Inauguré le 20 juillet 1953, le Mémorial rend hommage dans son exposition permanente à l'ensemble des différents mouvements de la Résistance allemande, évoquant tout particulièrement des destins individuels emblématiques.



Statue réalisée en 1953 par le sculpteur Scheibe en hommage aux résistants allemands - 2015



Claus Schenk Graf von Stauffenberg
© Gedenkstätte Deutscher Widerstand



« Tanière du Loup », près de Rastenburg : à gauche Claus von Stauffenberg,
15 juillet 1944 © Bundesarchiv Bild 146-1984-079-02



Himmler dans les décombres de la salle de conférences
après l'attentat du 20 juillet 1944 © Bundesarchiv Bild 146-1972-025-10

GÉNOCIDE ET CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Le racisme et l'antisémitisme sont des principes fondamentaux de l'idéologie nazie. Hitler les fait connaître dans *Mein Kampf*, ouvrage qu'il rédige en 1924-1925.

Dès son arrivée au pouvoir en 1933, Hitler met en œuvre la persécution des Juifs, telle qu'elle est inscrite dans son programme. De nombreuses lois discriminatoires sont alors promulguées :

- en 1933, les Juifs sont exclus de la fonction publique ;
- en 1935 (lois dites de Nuremberg), les Juifs ne sont plus considérés comme citoyens et ne peuvent plus épouser des non-Juifs ;
- de mars 1936 à février 1940, les interdictions faites aux Juifs d'exercer des professions se multiplient ;
- en 1941, ils doivent obligatoirement porter des signes de reconnaissance (étoile jaune, brassards, etc.).

Encouragées par la propagande, les violences antisémites s'amplifient, culminant dans la « Nuit de Cristal » (9-10 novembre 1938), au cours de laquelle 7500 magasins et 200 synagogues sont détruits, une centaine de personnes assassinées et plus de 25 000 internées. Victimes

du pogrom, les Juifs doivent de surcroît payer à l'État allemand de lourdes amendes de réparation. Le 15 novembre 1938, les enfants juifs sont exclus des écoles. Le 1^{er} septembre 1939, alors que la guerre est déclarée, Hitler donne l'ordre d'éliminer en Allemagne tous ceux dont « la vie est inutile ». 70 000 personnes, malades mentaux, handicapés, dépressifs, marginaux, considérés comme inaptes au travail, sont alors exécutées. On teste sur eux l'asphyxie au monoxyde de carbone, dans des camions équipés à cet effet.

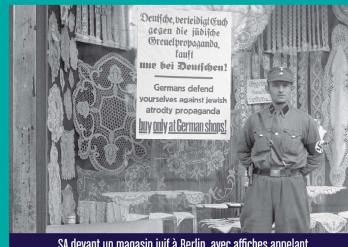
L'invasion de la Pologne puis de l'Union soviétique marque une étape importante dans l'intensification des massacres. Des unités SS spéciales y sont envoyées pour assassiner Juifs et tsiganes : ce sont de véritables carnages, réalisés parfois avec le soutien des populations locales, faisant plus de deux millions de morts.



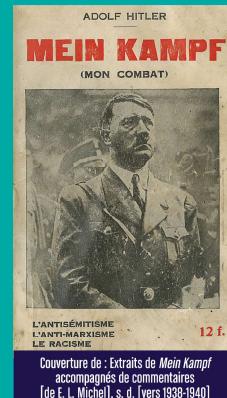
Magasin juif détruit à Magdebourg lors des pogroms de novembre 1938
© Bundesarchiv Bild 146-1979-046-20



Jeune garçon juif avec étoile et brassard à Cracovie (Pologne), 1940
© Bundesarchiv, Bild 101II-Wisniewski-010-21A



SA devant un magasin juif à Berlin, avec affiches appelant au boycott, mars 1933 © Bundesarchiv Bild 102-14-461



Couverture de : Extraits de *Mein Kampf* accompagnés de commentaires [de E. L. Michel], s. d. [vers 1938-1940]



12 f.

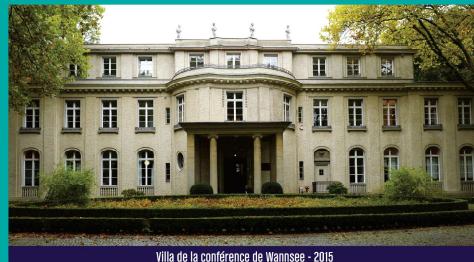
WANNSEE, UN PLAN D'EXTERMINATION SYSTÉMATIQUE

Le 20 janvier 1942, la conférence de Wannsee réunit dans une villa, au bord d'un lac, à l'extrême ouest de Berlin, quinze hauts responsables du Troisième Reich, pour mettre en œuvre et planifier l'extermination des Juifs d'Europe.

Dès novembre 1941, les responsables nazis savent ce qu'Adolf Hitler entend par « solution finale à la question juive » : arrêter les onze millions de Juifs vivant dans les pays occupés et les déporter en Europe de l'Est pour les y exterminer. Mener à bien une telle entreprise nécessite la mise en place d'une organisation efficace et structurée.

Afin de décider des moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du projet, les représentants de tous les ministères concernés sont conviés à une réunion le 20 janvier 1942. Les participants sont tous des nazis radicaux, approuvant sans état d'âme la politique anti-juive du régime et les massacres déjà perpétrés.

Présidée par Reinhard Heydrich, directeur de l'Office central de la Sécurité du Reich (RSHA), la réunion dure moins de deux heures. Elle donne à la SS le contrôle total de l'opération. A cette occasion, Adolf Eichmann, qui dirige la section du RSHA en charge des « affaires juives et de l'évacuation », voit ses pouvoirs renforcés.



Villa de la conférence de Wannsee - 2015



Jeunes Audols dans la salle où la conférence s'est tenue en 1942

| Sekretär Reichskanzler | | 165 | L a n d | B e h. |
|------------------------|---------------------------|-----|--------------------------------------|---------------|
| | Ministerialbeamten | | | |
| | Ministerialbeamten | | A. Österreich | 131,- 800 |
| | Ministerialbeamten | | Gesamt | 45,- 700 |
| | Ministerialbeamten | | Feststellung | 2,- 000 |
| | Ministerialbeamten | | Gesamtregierung | 2,- 000,- 000 |
| | Ministerialbeamten | | Reichsrat Röhren und Wählen | 74,- 200 |
| | Ministerialbeamten | | Reichsrat - Judentrat | |
| | | | lettland | 2,- 500 |
| | | | Schlesien | 2,- 500 |
| | | | Mecklenburg | 2,- 500 |
| | | | Brandenburg | 2,- 500 |
| | | | Preußen / Burgenland Gebiet | 192,- 000 |
| | | | Westpreußen | 160,- 000 |
| | | | Niederschlesien | 160,- 000 |
| | | | Württemberg | 1,- 200 |
| | | | Hessen | |
| | | | B. Bulgarien | 10,- 000 |
| | | | Sudan | 10,- 000 |
| | | | Pfand | 4,- 000 |
| | | | Italien einschl. Sardinien | 30,- 000 |
| | | | Kroatien-Albanien | 20,- 000 |
| | | | Portugal | 2,- 000 |
| | | | Spanien einschl. Mauretanien | 10,- 000 |
| | | | Schweden | 8,- 000 |
| | | | Norwegen | 10,- 000 |
| | | | Sachsen | 10,- 000 |
| | | | Dänemark | 10,- 000 |
| | | | Südostasien | 10,- 000 |
| | | | Ungarn | 7,- 000 |
| | | | Tanganyika (europ. Teil) | 6,- 000 |
| | | | Tanganjika | 7,- 000 |
| | | | Wenige | 5,- 000,- 000 |
| | | | Gesamtland einschl. acht. Oststaaten | 2,996,- 654 |
| | | | Gesamtland einschl. acht. Oststaaten | 446,- 404 |
| | | | | |
| | | | Zusammen: | Wer |
| | | | | 11.000,- 000 |

En dépit des ordres qui exigent un secret absolu, un mémorandum de la réunion est parvenu jusqu'à nous. Il ne laisse aucun doute sur l'objectif, même si, pour dissimuler leurs crimes, les nazis parlent « d'évacuation » pour évoquer la déportation et de « traitement spécial » pour désigner les assassinats de masse

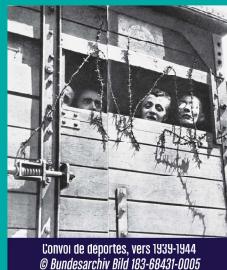
En 1992, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la conférence, un musée (mémorial et centre de ressources pédagogiques) est inauguré à Wannsee, dans la villa même où s'est tenue la réunion

LE MÉMORIAL DE L'HOLOCAUSTE

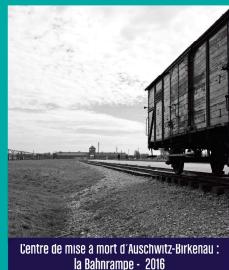
Le Mémorial de l'Holocauste, construit au centre de Berlin, au sud de la Porte de Brandebourg, perpétue le souvenir des six millions de Juifs exterminés par les nazis en Europe.



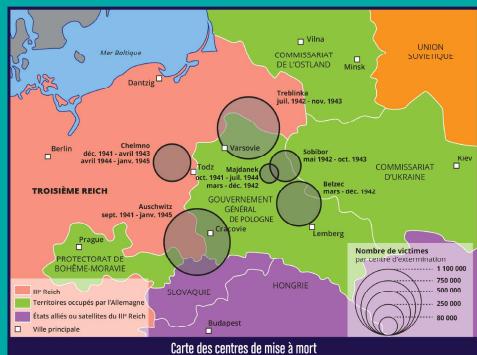
Ghetto de Litzmannstadt (Lodz) en Pologne, 1941 : le pont reliant les deux parties du ghetto
© Bundesarchiv Bild 101I-133-0703-23



Convoi de déportés, vers 1944
© Bundesarchiv Bild 183-69431-0005



Centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau : la Bahnrampe - 2016



Le mode opératoire élaboré lors de la conférence de Wannsee est aussitôt mis en œuvre. Les Juifs, de tous âges, sont traqués et arrêtés dans de grandes rafles, puis enfermés dans des camps de transit (Drancy en France, Westerbork aux Pays-Bas, Terezin en République tchèque) en attendant leur déportation vers l'Est. En Pologne, les ghettos (Varsovie, Cracovie...) où sont enfermés les Juifs sont peu à peu vidés de leurs habitants. Les transferts vers les centres de mise à mort (au nombre de 6, tous situés en Pologne) se font dans des conditions épouvantables, dans des wagons à bestiaux délibérément surchargés. Dès leur arrivée, les Juifs sont immédiatement assassinés (par balle ou gazés), de manière méthodique et industrielle. Toutefois, à Auschwitz-Birkenau et Meidanek, ils sont triés et une infime minorité est désignée pour le travail forcé, en fonction des besoins de main d'œuvre. De fait, ceux qui sont épargnés ne survivent pas très longtemps aux conditions de vie.

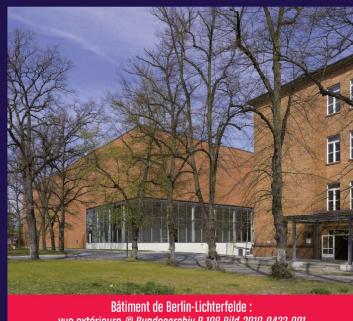


Mémorial de l'Holocauste : le champ de stèles - 2015

Édifié sur l'emplacement de la chancellerie d'Hitler, le Mémorial de l'Holocauste, inauguré le 10 mai 2005, est l'œuvre de l'architecte américain Peter Eisenman. Sur un espace de 19 073 m², se dressent 271 stèles de béton, évoquant l'appareil d'État du Troisième Reich, un système supposé ordonné mais qui a perdu le contact avec la raison humaine. En sous-sol, une exposition permanente retrace la vie des Juifs d'Europe et leur persécution. Dans le parc adjacent, deux monuments rendent hommage à d'autres victimes du nazisme, les homosexuels et les Tsiganes.

DES SOURCES POUR L'HISTOIRE DU NAZISME

Les Archives fédérales allemandes, créées en 1952, ont leur siège à Coblenze. L'antenne de Berlin-Lichterfelde, sur le site de la caserne qui a abrité l'unité de protection d'Adolf Hitler, conserve les archives du Troisième Reich, sources indispensables pour la compréhension du fonctionnement du régime.



Bâtiment de Berlin-Lichterfelde :
vue extérieure © Bundesarchiv B 198 Bild-2010-0422-001

Après avoir été dispersées après la Seconde Guerre mondiale et la partition de l'Allemagne, la majeure partie des archives des institutions centrales du Reich ont été regroupées sur le site de Berlin, au sein du « département R ». Dans ce même ensemble, sont conservés les archives du parti national socialiste (NSDAP), notamment le fichier des adhérents (1925-1945), et les papiers personnels de dignitaires nazis.

Qu'il s'agisse des photographies des cérémonies présidées par Hitler, de rapports sur les assassinats des Juifs en Ukraine, de la correspondance privée de Sophie Scholl ou du fichier des 30 000 malades mentaux « euthanasiés », les documents écrits ou iconographiques apportent un éclairage sensible sur cette terrible période et fournissent à l'historien des matériaux inestimables.



Bâtiment de Berlin-Lichterfelde : un magasin d'archives - 2015



Présentation des documents d'archives - 2015



Livre méémorial des victimes de la persécution des juifs en Allemagne - 2015

Au terme d'un long travail scientifique, les Archives fédérales ont publié et mis en ligne le livre méémorial des victimes de la persécution des Juifs en Allemagne (1933-1945) qui contient à ce jour 170 000 noms.

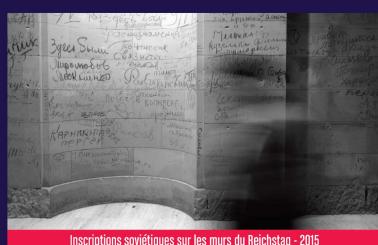


LA CHUTE DU TROISIÈME REICH

La bataille de Berlin (16 avril - 2 mai 1945) et la prise du Reichstag sonnent le glas du Troisième Reich.



La porte de Brandebourg à Berlin, 1^{er} mai 1945 © Bundesarchiv B 145 Bild 0004725B



Inscriptions soviétiques sur les murs du Reichstag - 2015

La défaite de l'armée allemande à Stalingrad (17 juillet 1942 - 2 février 1943) est un tournant stratégique de la Seconde Guerre mondiale. Alors que les Soviétiques avancent sur le front de l'Est, les armées alliées entament la reconquête de l'Afrique du Nord (El Alamein, en octobre-novembre 1942) et reprennent position en Europe (Sicile, juillet 1943). Le Troisième Reich, longtemps considéré comme invincible, est ébranlé.

En décembre 1944, l'Armée Rouge est aux portes de Varsovie et les Occidentaux ont atteint le Rhin. En quelques mois, le Reich s'effondre. Les bombardements sur les villes allemandes s'intensifient. Le 25 avril 1945, Soviétiques et Alliés font leur jonction sur l'Elbe. Hitler se suicide dans son bunker le 30 avril 1945. Quelques heures après, dans la nuit, les Russes s'emparent du bâtiment du Reichstag et y font flotter le drapeau rouge. La capitulation sans conditions de l'Allemagne est entérinée à Berlin le 8 mai.

La conférence de Potsdam (17 juillet - 2 août 1945) règle le sort de l'Allemagne vaincue et consacre le partage du pays en 3 zones d'occupation (soviétique, américaine et anglaise). Londres et Washington concèdent à la France libre un secteur d'occupation, en le prenant sur leur propre zone.



Carte de l'Allemagne occupée

Détruite par les bombardements à 50 %, Berlin est au cœur de la zone d'occupation soviétique mais les troupes américaines, britanniques et françaises y disposent de secteurs d'occupation spécifiques.

Tandis que le Royaume-Uni et les Etats-Unis apportent leur soutien économique à l'Europe, à l'Ouest comme à l'Est, les Soviétiques encouragent l'installation de régimes communistes dans les territoires qu'ils occupent et les obligent à refuser l'aide occidentale.

L'introduction d'une nouvelle monnaie (Deutsche Mark) dans les trois zones occidentales berlinoises provoque la colère des Soviétiques qui réagissent par le blocus total de la ville. Les Occidentaux ravitaillent Berlin jusqu'au 12 mai 1949 par un pont aérien.

La rupture entre les deux blocs est désormais consommée. La création de la République fédérale d'Allemagne (RFA, capitale Bonn) en mai 1949 et celle de la République démocratique allemande (RDA) en octobre de la même année accentuent encore la division.

La reconstruction est plus rapide à l'Ouest tandis qu'à l'Est, les traces de la guerre restent visibles. Après la répression sévère par les Soviétiques dès grèves de juin 1953, le passage de l'Est vers l'Ouest se fait plus difficile. Berlin reste l'un des rares points où il demeure possible : la séparation matérielle entre les deux secteurs ne consiste qu'en un marquage au sol alors que, partout ailleurs, la frontière est désormais un véritable « rideau de fer ».

Entre 1949 et 1961, deux millions de personnes quittent la RDA en passant par Berlin. Pour stopper cet exode massif, le 13 août 1961, les Soviétiques entreprennent de construire le « Mur de Berlin ». D'abord simple empilement de parpaings, le Mur devient un dispositif militaire complexe qui coupe la ville en deux sur 43 km et enserre la totalité de Berlin-Ouest sur 112 km.



La construction du Mur : vue prise Sebastianstrass à Berlin-Ouest, 13 août 1961
© Bundesarchiv B 145 Bild 00048794



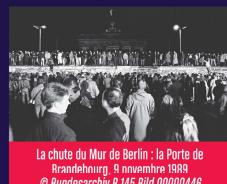
Pans du Mur de Berlin, près de la Topographie de la Terreur - 2015

LA RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE ET DE L'EUROPE

Dès sa construction, le Mur de Berlin est devenu le symbole de la guerre froide et de la séparation du monde en deux camps. Sa chute en 1989 permet la réunification de l'Europe.



J. F. Kennedy prononçant un discours à Bonn, 23 juin 1963 © Bundesarchiv 8 145 Bild 00091405



La chute du Mur de Berlin : la Porte de Brandebourg, 9 novembre 1989
© Bundesarchiv 8 145 Bild 00000446



Des chasseurs de souvenirs...
10 novembre 1989
© Bundesarchiv 8 145 Bild 0007019



East side gallery - 2015



La salle des sessions du Bundestag - 2015

Le Mur de Berlin donne une image très négative du bloc de l'Est : échec d'une politique économique et sociale qui conduit les habitants à fuir leur pays et à chercher refuge en Occident, au péril de leur vie. Dans le Mauer Park, un panneau commémoratif recense 137 morts (dont 42 enfants ou adolescents), nombre sans aucun doute bien en-deçà de la réalité.

Le 26 juin 1963, à l'occasion des 15 ans du blocus, John Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis, prononce à Berlin un discours historique. Il déclare : « *Ich bin ein Berliner* » (« Je suis un Berlinois »), témoignant ainsi de la solidarité du « monde libre » avec les Berlinois. En 1963, puis en 1971, des accords interviennent pour faciliter quelque peu le passage entre les deux zones.

En 1989, la situation géopolitique évolue à la suite des réformes mises en place par Mikhaïl Gorbatchev (Glasnost, Péréströïka). Dès le mois d'août, la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche, permettant à des milliers d'Allemands de l'Est de quitter le pays, sous prétexte de vacances en Hongrie. À l'intérieur de la RDA, l'opposition s'organise. Les manifestations se multiplient et Mikhaïl Gorbatchev fait savoir que l'URSS n'interviendra pas pour soutenir le gouvernement en difficulté.

Le 9 novembre 1989 au soir, les Berlinois se pressent aux points de passage et exigent qu'on les laisse traverser. Sous la poussée de la foule, le Mur « tombe » en direct à la télévision.

En mars 1990, la RDA se dote d'un nouveau gouvernement favorable à la réunification des deux Allemagne. C'est chose faite le 3 octobre. Berlin redevient la capitale du pays. Le gouvernement et les institutions fédérales s'y installent en 1999.